



NON à L'AUSTERITE
NON à la LOI MACRON
NON au CAPITAL

OUI à la SOLIDARITE
OUI aux REVENDICATIONS
OUI au PROGRES SOCIAL

Le JEUDI 9 AVRIL,
AGISSONS ENSEMBLE, PARTICIPONS à la JOURNEE
INTERPROFESSIONNELLE de GREVE et MANIFESTATIONS :

10H30 devant à la Mairie de ROMORANTIN
10H30 place de la Liberté à VENDOME
14H30 devant la Préfecture de BLOIS

Les organisations syndicales de salariés CGT, FO, FSU et Solidaires appellent à une journée nationale interprofessionnelle de grève d'actions et manifestations le jeudi 9 avril 2015 pour dire **STOP** aux politiques libérales d'austérité et de régression sociale gouvernementales.

Avec la loi Macron, elles s'amplifient :

➤ **C'est plus de liberté pour les patrons,
moins de droits pour les salariés !**

Pour le gouvernement acquis au libéralisme, il faut casser le droit du travail pour « libérer l'activité, investir et travailler » en facilitant les licenciements...

➤ **Plus de sécurité pour les patrons,
plus de précarité pour les travailleurs !**

Ce sont des suppressions de moyens pour l'inspection du travail, la médecine du travail, la justice du travail, le droit pénal du travail, les institutions représentatives du personnel, le bulletin de paye...

➤ **C'est toujours plus de productivité,
pour des conditions de travail, de vie et de santé dégradées!**

Ce sont la continuité et l'aggravation des logiques libérales des précédents gouvernements répondant aux injonctions de « libre entreprise et de concurrence non faussée dictées par le patronat et le monde de la finance au sein de l'Union Européenne par la mise en place du pacte de responsabilité, la loi mal nommée de « sécurisation de l'emploi »...

➤ **C'est plus de rentabilité pour les actionnaires,
Plus de pauvreté pour les salariés,
moins pour les retraites et les salaires !**

C'est l'ouverture à la concurrence dans des domaines relevant de l'intérêt commun par la marchandisation de tous les biens et services

➤ **C'est la casse des services publics,
la privatisation de tout ce qui peut être rentable !**

C'est l'assèchement des recettes de la sécurité sociale au nom de la compétitivité

Plus de capital, moins de social, ÇA SUFFIT, IMPOSONS L'INVERSE !

Pour répondre à nos besoins de salariés, il faut que nous nous réappropriions les richesses créées par notre travail au lieu de les laisser aux actionnaires et aux financiers de tout poil.

EXIGEONS L'ARRET de tous les accords dits de compétitivité qui détériorent nos conditions de travail et amputent nos salaires,

EXIGEONS LE RETRAIT du pacte de responsabilité, du projet de loi Macron et de toutes les lois de régression sociale qui poussent à l'austérité pour le plus grand profit du capital.

FAISONS ENTENDRE nos aspirations à plus de droits, d'égalité, de solidarité !

Réaffirmons avec force et détermination nos revendications :

- Augmentation générale des salaires et retraites de 400 euros,
- Reconquête d'une sécurité sociale universelle et solidaire, financée par la partie socialisée du salaire (cotisations sociales) issues des richesses créées par le travail,
- Le développement du travail stable qualifié par la relocalisation des productions,
- Le renforcement, le rapprochement des services publics pour offrir une égalité d'accès et de traitement en réponse à l'ensemble des besoins fondamentaux des populations,
- Le retour à la nation des secteurs et entreprises privatisées
- Plus de démocratie sur les lieux du travail pour des décisions prises dans la gestion des entreprises ou des administrations par les salariés,
- Une sécurité sociale professionnelle dans le cadre d'un nouveau statut du travail salarié qui garantisse un salaire au regard de la qualification du salarié quels que soient son entreprise, son poste de travail et sa situation de travail (congés maladie, formation, chômage...).

**Mobilisons-nous ensemble pour rejeter l'austérité,
promouvoir la solidarité et le progrès social
et exiger des réponses à nos besoins par la
satisfaction de nos revendications dès le**

JEUDI 9 AVRIL 2015

**et dans les jours à venir par la grève et toutes formes
d'actions revendicatives concertées partout sur nos
lieux de travail et de vie.**